

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Auteurs</i> . . . . .	7
<i>Préfaces croisées</i> . . . . .	9
<i>Avant-propos en forme de guide d'utilisation</i> . . . . .	11
<i>Liste des principales abréviations</i> . . . . .	15
<i>Sommaire thématique</i> . . . . .	19
<i>Sommaire jurisprudentiel</i> . . . . .	21

### TITRE I Le mariage

CHAPITRE I. – LA FORMATION DU MARIAGE . . . . .	31
Section 1. – <i>Les conditions de formation du mariage</i> . . . . .	31
§ 1. – Les conditions de fond du mariage . . . . .	31
A. – Le consentement au mariage . . . . .	32
1. – L'existence du consentement . . . . .	32
a. – Les mariages de complaisance . . . . .	33
(1) <i>Question : comment prouver les mariages de complaisance ?</i> . . . . .	33
Civ. 1 <sup>re</sup> , 12 février 2014, n° 13-13.873 . . . . .	35
(2) <i>Question : quel est l'impact du droit de l'Union européenne sur la définition des mariages de complaisance ?</i> . . . . .	37
CJCE, 23 septembre 2003, <i>Akrich</i> , aff. C-109/01 . . . . .	39
b. – Le mariage de personnes aux facultés mentales déficientes . . . . .	41
(3) <i>Question : comment apprécier le consentement à mariage d'époux aux facultés mentales déficientes ?</i> . . . . .	41
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 mai 2011, n° 09-68.983 . . . . .	42
2. – La qualité du consentement au mariage . . . . .	44
a. – L'erreur . . . . .	44
(4) <i>Question : peut-on annuler un mariage pour erreur sur l'identité sexuelle du conjoint ?</i> . . . . .	44
CA Rouen, 6 mars 2008, n° 06/03312 . . . . .	46
b. – La violence . . . . .	48

(5) Question : à quelles conditions un mariage forcé peut-il être annulé en France en présence d'époux étrangers ? . . . . .	48
CA Bordeaux, 21 février 2006, JurisData n° 2006-329876 . . . . .	49
B. – La différence de sexe . . . . .	51
(6) Question : un mariage entre personnes de même sexe peut-il être célébré en France alors que la loi nationale d'un ou des deux époux prohibe ce type d'union ? . . . . .	52
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2015, n° 13-50.059 . . . . .	53
(7) Question : peut-il être fait échec au refus d'un État partie à la Conv. EDH de reconnaître un mariage entre personnes de même sexe valablement contracté dans un autre pays ? . . . . .	56
CEDH, <i>Orlandi and others v. Italie</i> , req. n° 26431/12 (aff. en cours) . . . . .	57
C. – Les empêchements à mariage . . . . .	59
1. – L'inceste . . . . .	60
(8) Question : quelle interdiction à mariage lorsque les époux ont un descendant commun ? . . . . .	60
CEDH, 12 avril 2012, <i>Stübing c. Allemagne</i> , req. n° 43547/08 . . . . .	62
(9) Question : quelle est la force de l'interdit de l'inceste comme empêchement à mariage ? . . . . .	64
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 décembre 2013, n° 12-26.066 . . . . .	65
(10) Question : la décision du Président de la République portant dispense de l'empêchement à mariage en présence d'un inceste relatif est-elle susceptible de recours ? . . . . .	68
CA Paris, 3 avril 2008, n° 07/20081 . . . . .	68
2. – La bigamie . . . . .	70
(11) Question : quel effet en France pour les mariages polygamiques ? . . . . .	70
Civ. 2 <sup>e</sup> , 2 mai 2007, n° 06-11.418 . . . . .	72
D. – La loi applicable aux conditions de fond du mariage international . . . . .	74
(12) Question : un mariage célébré en France est-il valablement formé lorsque la loi étrangère applicable est plus libérale que le droit français ? . . . . .	75
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 mars 2013, n° 11-23.174 . . . . .	76
(13) Question : les futurs époux peuvent-ils choisir la loi applicable à leur mariage ? . . . . .	78
CJCE, 2 octobre 2003, <i>Garcia Avello</i> , aff. C-148/02 . . . . .	80
§ 2. – Les conditions de forme du mariage . . . . .	82
A. – La célébration du mariage par l'officier de l'état civil . . . . .	83

(14) Question : existe-t-il une clause de conscience des officiers de l'état civil leur permettant de ne pas célébrer un mariage homosexuel ? .....	84
CEDH, 15 janvier 2013, <i>Ladele c. Royaume-Uni</i> , req. n° 51671/10 .....	85
(15) Question : quel contrôle pour la décision du Président de la République relative au mariage posthume par le juge judiciaire ? .....	87
CA Nancy, 15 janvier 2016, n° 15/00048 .....	88
B. – La forme civile du mariage .....	89
(16) Question : quelle validité pour un mariage religieux en France ? .....	89
CA Paris, 16 octobre 2012, n° 11/22096 .....	91
Section 2. – Les sanctions des conditions de formation du mariage .....	93
§ 1. – Les sanctions civiles .....	93
A. – La sanction préventive : l'opposition au mariage. ....	94
(17) Question : le ministère public peut-il s'opposer au mariage en présence d'une erreur sur les qualités essentielles de l'époux ? .....	94
CA Douai, 17 novembre 2008, n° 08/3786 .....	95
(18) Question : le ministère public peut-il s'opposer à un mariage international en application du seul droit français ? .....	96
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 juillet 2007, n° 06-11.232 .....	97
B. – Les sanctions curatives .....	100
1. – La nullité du mariage .....	100
a. – Le régime de la nullité du mariage dans l'ordre interne. ....	100
(19) Question : quel est le régime de l'action en nullité du mariage contracté par une personne sous curatelle ou sous tutelle en l'absence d'autorisation ? .....	101
Civ. 1 <sup>re</sup> , 20 avril 2017, n° 16-15.632 .....	102
(20) Question : refuser le bénéfice du mariage putatif à une veuve non mariée dans les formes prévues par la loi peut-il porter atteinte à certains droits fondamentaux garantis par la Conv. EDH ? .....	103
CEDH, 8 décembre 2009, <i>Munoz Diaz c. Espagne</i> , req. n° 49151/07 .....	104
b. – Le régime de la nullité dans l'ordre international .....	107
(21) Question : le juge français est-il compétent pour connaître de l'annulation d'un mariage localisé dans un États tiers à l'Union européenne ? .....	107
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 novembre 2007, n° 06-16.443 .....	109

(22) Question : la violation d'une condition de forme d'un mariage dans l'ordre international peut-elle conduire à sa nullité ? . . . . .	110
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 février 2010, n° 08-18.429 . . . . .	111
2. – L'inopposabilité du mariage célébré à l'étranger . . . . .	112
(23) Question : quelle articulation entre l'inopposabilité en France du mariage d'un Français célébré à l'étranger et sa nullité ? . . .	112
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 mai 2009, n° 07-21.826 . . . . .	114
§ 2. – Les sanctions pénales . . . . .	116
(24) Question : faut-il dépénaliser la célébration religieuse du mariage antérieure au mariage civil ? . . . . .	116
Cons. const., 17 février 2012, décision n° 2011-222 QPC. . . . .	118
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DU MARIAGE . . . . .	121
Section 1. – <i>Les effets personnels</i> . . . . .	122
§ 1. – Les obligations mutuelles . . . . .	124
A. – La fidélité . . . . .	125
(25) Question : que reste-t-il de l'obligation de fidélité ? . . . . .	125
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 décembre 2015, n° 14-29.549. . . . .	126
B. – Le respect . . . . .	128
(26) Question : le devoir de respect entre époux implique-t-il d'aimer son conjoint ? . . . . .	128
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 mars 2011, n° 10-10.154. . . . .	129
(27) Question : l'épouse étrangère vivant en France peut-elle être soumise à un « devoir d'obéissance » à l'égard de son mari en application d'une loi étrangère ? . . . . .	130
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 mai 2014, n° 13-17.124 . . . . .	132
§ 2. – Le nom . . . . .	133
(28) Question : quel droit au nom pour le conjoint survivant ? . . .	133
TA Paris, 2 octobre 2014, n° 1307070 . . . . .	135
(29) Question : les époux étrangers vivant en France peuvent-ils se prévaloir du droit français pour choisir leur nom marital ?	136
CEDH, 16 novembre 2004, <i>U. c. Turquie</i> , req. n° 29865/96	137
Section 2. – <i>Les effets patrimoniaux</i> . . . . .	140
§ 1. – Le régime primaire impératif. . . . .	141
A. – Les règles relatives aux dettes . . . . .	142
1. – La contribution aux charges du mariage. . . . .	143
(30) Question : la contribution aux charges du mariage de l'article 214 du Code civil contredit-elle les règles du régime de la séparation de biens ? . . . . .	144
Civ. 1 <sup>re</sup> , 1 <sup>er</sup> avril 2015, n° 14-14.349. . . . .	145

(31) Question : les époux étrangers vivant en France peuvent-ils échapper à la contribution aux charges du mariage de l'article 214 du Code civil ? .....	146
CA Lyon, 16 mai 2011, n° 10/05263 .....	149
2. – L'obligation aux dettes ménagères .....	151
(32) Question : quelles dettes engagent les époux solidairement ? .....	151
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 juin 2009, n° 07-13.122 .....	152
B. – Les règles de pouvoirs .....	154
1. – L'autonomie bancaire .....	154
(33) Question : l'autonomie bancaire contredit-elle les règles du régime légal ? .....	154
Civ. 1 <sup>re</sup> , 3 juillet 2001, n° 99-19.868 .....	155
2. – Le logement familial .....	156
(34) Question : quelles sont les limites de la cogestion du logement familial en période de séparation ? .....	158
Civ. 1 <sup>re</sup> , 3 mars 2010, n° 08-13.500 .....	160
C. – Les règles de crise .....	161
(35) Question : comment combiner les mesures de crise et la protection des majeurs ? .....	162
Civ. 1 <sup>re</sup> , 1 <sup>er</sup> février 2012, n° 11-11.346 .....	163
§ 2. – Le régime matrimonial .....	164
A. – Le choix du régime matrimonial .....	166
1. – Le changement du régime matrimonial .....	167
(36) Question : la conformité à l'intérêt de la famille est-elle toujours une condition du changement de régime matrimonial sous forme notariée (art. 1397 C. civ.) ? .....	168
Civ. 1 <sup>re</sup> , 29 mai 2013, n° 12-10.027 .....	169
(37) Question : en présence de petits-enfants mineurs, quelle procédure pour changer de régime matrimonial ? .....	171
TGI Chaumont, 23 novembre 2009, n° 09/00911 .....	172
(38) Question : le changement de régime matrimonial peut-il résulter, dans l'ordre international, d'un changement involontaire de loi applicable ? .....	174
Civ. 1 <sup>re</sup> , 12 avril 2012, n° 10-27.016 .....	176
2. – Le choix de la loi applicable au régime matrimonial .....	178
(39) Question : quelle clause insérée dans un acte postérieur au mariage est susceptible d'écarter la présomption en faveur de la loi du premier domicile conjugal (règles de conflit de droit commun) ? .....	179
Civ. 1 <sup>re</sup> , 8 juillet 2015, n° 14-19.948 .....	179

(40) Question : en l'absence de choix exprès de loi, quelles indications du contrat de mariage peuvent valoir choix de loi ? (Droit conventionnel) . . . . .	181
Civ. 1 <sup>re</sup> , 19 décembre 2012, n° 12-16.633 . . . . .	183
B. – Le régime matrimonial par défaut . . . . .	184
1. – Le régime français de la communauté légal réduite aux acquêts . . . . .	184
a. – L'actif de la communauté . . . . .	185
(41) Question : comment la définition des acquêts s'adapte-t-elle à la diversification des modes de rémunération ? . . . . .	186
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 juillet 2014, n° 13-15.948 . . . . .	187
(42) Question : la distinction du titre et de la finance est-elle exclusive de toute cogestion ? . . . . .	189
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 novembre 2011, n° 10-12.123 . . . . .	190
b. – Le passif de la communauté . . . . .	191
(43) Question : les créanciers antérieurs de l'un des époux peuvent-ils se payer sur les biens communs ? . . . . .	192
Civ. 1 <sup>re</sup> , 16 mai 2000, n° 98-17.409 . . . . .	192
(44) Question : quelles dettes doivent figurer au passif définitif de la communauté légale ? . . . . .	193
Civ. 1 <sup>re</sup> , 8 juillet 2010, n° 09-14.320 . . . . .	194
2. – L'identification du régime matrimonial par défaut dans l'ordre international . . . . .	196
(45) Question : comment identifier le régime matrimonial par défaut d'un couple marié avant le 1 <sup>er</sup> septembre 1992 (règles de conflit de droit commun) ? . . . . .	197
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2015, n° 14-11.273 . . . . .	197
(46) Question : comment identifier le régime matrimonial par défaut d'un couple marié depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 1992 (droit conventionnel) ? . . . . .	199
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 mai 2014, n° 12-29.922 . . . . .	201
§ 3. – Les droits du conjoint survivant . . . . .	203
A. – Les droits sur le logement . . . . .	205
1. – Le droit temporaire de jouissance . . . . .	205
(47) Question : le conjoint survivant peut-il être privé du droit temporaire de jouissance du logement qu'il occupe ? . . . . .	207
Civ. 1 <sup>re</sup> , 12 décembre 2006, n° 04-20.663 . . . . .	208
2. – Le droit viager d'usage et d'habitation . . . . .	210
(48) Question : à quelles conditions le conjoint survivant peut-il être privé du droit viager d'usage et d'habitation ? . . . . .	210
Civ. 1 <sup>re</sup> , 15 décembre 2012, n° 09-68.076 . . . . .	211

B. – Les droits légaux sur la succession . . . . .	213
(49) <i>Question : comment le conjoint survivant peut-il être privé de sa vocation légale ?</i> . . . . .	213
Civ. 1 <sup>re</sup> , 25 juin 2008, n° 07-13.438 . . . . .	214
C. – Les droits relevant des prestations de sécurité sociale . . . . .	219
(50) <i>Question : le droit à une pension de conjoint survivant peut-il être conditionné à la résidence de celui-ci dans l'État membre responsable du versement ?</i> . . . . .	219
CJCE, 4 décembre 2008, <i>Krystyna Zablocka-Weyhermüller</i> , aff. C-221/07 . . . . .	220
(51) <i>Question : l'État membre d'origine du conjoint survivant peut-il supprimer sa pension de retraite au motif qu'il perçoit, dans un autre État membre, une pension de survie depuis le décès de son conjoint ?</i> . . . . .	223
CJUE, 16 mai 2013, <i>Wencel</i> , aff. C-589/10 . . . . .	224
(52) <i>Question : la seconde épouse d'un mariage polygamique peut-elle prétendre à la pension de réversion ?</i> . . . . .	226

## TITRE II

### Le divorce

CHAPITRE I. – LE PRONONCÉ DU DIVORCE. . . . .	231
Section I. – <i>Les conditions du divorce</i> . . . . .	231
§ 1. – Les cas de divorce. . . . .	232
A. – Le divorce par consentement mutuel . . . . .	232
(53) <i>Question : les époux qui divorcent par consentement mutuel peuvent-ils s'accorder afin de présenter un état liquidatif incomplet ?</i> . . . . .	234
Civ. 1 <sup>re</sup> , 10 mars 1998, n° 95-19.692. . . . .	237
B. – Le divorce accepté . . . . .	240
(54) <i>Question : quand l'acceptation du principe du divorce peut-elle être rétractée ?</i> . . . . .	240
Civ. 3 <sup>e</sup> , 20 mai 2009, n° 08-13.230. . . . .	242
C. – Le divorce pour altération définitive du lien conjugal. . . . .	244
(55) <i>Question : lorsque les facultés mentales du conjoint sont altérées, la définition de la cessation de la communauté de vie devrait-elle se limiter à sa définition affective ?</i> . . . . .	244
Civ. 1 <sup>re</sup> , 15 avril 2015, n° 13-27.898. . . . .	246
D. – Le divorce pour faute . . . . .	248

(56) <i>Question : un changement de résidence pour des raisons professionnelles peut-il constituer une faute cause d'un divorce ?</i> .....	248
Civ. 2 <sup>e</sup> , 12 septembre 2002, n° 01-01.377.....	250
§ 2. – La loi applicable au divorce .....	251
A. – Les règles de conflit de lois françaises en matière de divorce.....	252
(57) <i>Question : dans quelles hypothèses un divorce international prononcé par le juge français échappe-t-il à la loi française ?</i> .....	253
Civ. 1 <sup>re</sup> , 23 novembre 2011, n° 10-25.206.....	253
B. – Les règles de conflit de lois issues du règlement (UE) n° 1259/2010 « Rome III » .....	255
(58) <i>Question : la loi du for peut-elle évincer une loi étrangère prévoyant un accès discriminatoire au divorce lors d'une demande de « reconnaissance » d'un divorce privé prononcé à l'étranger ?</i> .....	258
CJUE, ord., 12 mai 2016, <i>Soha Sahyouni c. Raja Mamisch</i> , aff. C-281/15 .....	259
Section 2. – <i>La procédure de divorce</i> .....	262
§ 1. – L'action en divorce .....	263
A. – Le droit au divorce .....	263
(59) <i>Question : existe-t-il un droit fondamental au divorce ?</i> .....	264
CEDH, 14 juin 2011, <i>Ivanov et Petrova c. Bulgarie</i> , req. n° 15001/04 .....	266
(60) <i>Question : peut-on renoncer, dans l'ordre juridique français, au droit de divorcer ?</i> .....	268
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 mars 2012, n° 11-13.791.....	269
B. – La compétence internationale en matière de divorce.....	271
1. – Le juge internationalement compétent pour prononcer le divorce.....	272
a. – Les règles de compétence issues du règlement « Bruxelles IIbis » .....	272
(61) <i>Question : comment déterminer la résidence habituelle des époux au sens du règlement « Bruxelles IIbis » ?</i> .....	273
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 décembre 2005, n° 05-10.951.....	274
(62) <i>Question : comment résoudre les conflits de procédures de divorce en cas de saisines concomitantes des juridictions de deux États membres ?</i> .....	276
Civ. 1 <sup>re</sup> , 11 juin 2008, n° 06-20.042 .....	277
b. – Les règles de compétence de droit commun.....	278



(63) Question : y a-t-il litispendance lorsque deux procédures de divorce n'ont pas exactement le même périmètre et qu'une partie de la décision étrangère n'est pas susceptible d'exécution en France ? .....	279
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 décembre 2014, n° 13-24.295. ....	280
c. – L'articulation des règles de compétence européennes et internes .....	282
(64) Question : lorsque les éléments d'extranéité d'une procédure de divorce concernent à la fois un État membre de l'Union européenne et un État tiers, sur la base de quel dispositif (droit commun ou règlement européen) la compétence juridictionnelle doit-elle être établie ? .....	282
CJCE, 29 novembre 2007, Lopez, aff. C-68/07. ....	284
d. – Le champ de compétence matérielle du tribunal du divorce .....	286
(65) Question : le contentieux du divorce et celui des obligations alimentaires peuvent-ils être regroupés devant un même tribunal ? .....	287
Civ. 1 <sup>re</sup> , 25 mars 2015, n° 13-23.337. ....	287
2. – Les effets en France d'un divorce prononcé à l'étranger. ....	289
(66) Question : dans quelles conditions peut-on bénéficier en France d'un divorce prononcé à l'étranger (l'exemple des répudiations) ? .....	290
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 mai 2014, n° 13-17.124 .....	293
§ 2. – L'instance en divorce. ....	295
A. – Les pouvoirs du juge .....	296
1. – Les mesures provisoires .....	296
(67) Question : les époux peuvent-ils organiser leur vie au moyen de pactes de séparation amiable ? .....	297
CA Paris, 4 octobre 2007, JurisData n° 2007-345487. ....	298
2. – La preuve .....	300
(68) Question : quelle articulation entre le droit au respect de la vie privée de chacun des époux et la recherche de la preuve d'une faute, cause de divorce ? .....	301
CEDH, 10 octobre 2006, LL c. France, req. n° 7508/02 ...	303
B. – Les droits des parties .....	304
1. – Le fondement de la demande en divorce .....	304
(69) Question : dans quels cas les époux peuvent-ils changer le fondement de la demande en divorce : l'exemple de l'articulation entre divorce accepté et divorce pour faute ? .....	305
Civ. 1 <sup>re</sup> , 11 septembre 2013, n° 11-26.751 .....	307

2. – Les voies de recours . . . . .	308
a. – Les voies de recours exercées par les époux . . . . .	309
(70) <i>Question : quelle action en nullité pour vice               du consentement dans le cadre du divorce accepté ?</i> . . . . .	310
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 mars 2012, n° 11-13.954. . . . .	311
b. – Les voies de recours exercées par les tiers . . . . .	313
(71) <i>Question : quels recours pour les enfants contre le divorce               par consentement mutuel de leurs parents en particulier               lorsque celui-ci conduit à les exhériter ?</i> . . . . .	315
Civ. 1 <sup>re</sup> , 23 novembre 2011, n° 10-26.802. . . . .	316
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DU DIVORCE . . . . .	319
Section 1. – <i>La date des effets du divorce</i> . . . . .	320
§ 1. – La date des effets du divorce dans les rapports entre époux . . . . .	321
A. – La date de la dissolution du mariage. . . . .	322
(72) <i>Question : en cas de recours judiciaires contre le prononcé                       du divorce, quand le divorce prend-il effet ?</i> . . . . .	322
Civ. 1 <sup>re</sup> , 31 mars 2010, n° 09-12.770. . . . .	323
B. – La date de dissolution du régime matrimonial. . . . .	325
(73) <i>Question : dans quelle mesure les époux peuvent-ils passer                       des conventions sur la date des effets patrimoniaux                       du divorce ?</i> . . . . .	327
Civ. 1 <sup>re</sup> , 8 avril 2009, n° 07-15.945. . . . .	328
§ 2. – La date des effets du divorce à l'égard des tiers . . . . .	329
(74) <i>Question : à quelle date le partage des biens immobiliers                       dans le cadre d'un divorce est-il opposable aux tiers ?</i> . . . . .	329
Civ. 1 <sup>re</sup> , 12 avril 2012, n° 11-13.456. . . . .	332
Section 2. – <i>Les effets personnels du divorce</i> . . . . .	333
§ 1. – Le nom des ex-époux. . . . .	334
A. – La détermination du nom . . . . .	334
(75) <i>Question : le remariage de l'époux fait-il perdre l'usage                       du nom de son précédent conjoint ?</i> . . . . .	334
CA Paris, 4 mars 2004, JurisData n° 2003/00138. . . . .	335
B. – La loi applicable au nom. . . . .	337
(76) <i>Question : quelle est la loi applicable à la détermination                       du nom des époux divorcés devant le juge français ?</i> . . . . .	338
CA Paris, 5 février 2004, <i>Hamadi</i> , JurisData n° 2004-232112 . . . . .	339
(77) <i>Question : le refus de reconnaissance à l'étranger du nom                       attribué en France à l'issue du divorce est-il compatible                       avec le principe de libre circulation des personnes ?</i> . . . . .	341
CJCE, 14 octobre 2008, <i>Grunkin-Paul</i> , aff. C-353/06 . . . . .	343

§ 2. – Le droit au logement . . . . .	345
(78) <i>Question : un ex-époux peut-il prétendre à un « droit au logement familial » après la rupture du mariage ?</i> . . . . .	345
CEDH, 3 octobre 2013, <i>Zrilic c. Croatie</i> , req. n° 46726/11. . . . .	346
§ 3. – Le droit de séjour de l'ex-époux étranger . . . . .	350
(79) <i>Question : quel est l'effet du divorce sur le droit de séjour d'un ressortissant étranger séparé d'un Français ?</i> . . . . .	350
CJUE, 16 juillet 2015, <i>Kuldip Singh</i> , aff. C-218/14 . . . . .	352
Section 3. – <i>Les effets patrimoniaux du divorce</i> . . . . .	355
§ 1. – La prestation compensatoire . . . . .	355
A. – Les caractéristiques de la prestation compensatoire . . . . .	356
1. – La notion de prestation compensatoire . . . . .	357
a. – La conception interne de la prestation compensatoire : le critère de la disparité . . . . .	358
(80) <i>Question : quelle prestation compensatoire lorsque la disparité a pour origine le choix des époux ?</i> . . . . .	358
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 septembre 2014, n° 13-20.695 . . . . .	360
b. – La conception internationale de la prestation compensatoire : une obligation alimentaire . . . . .	362
(81) <i>Question : quels effets pécuniaires du divorce relèvent de l'obligation alimentaire en matière internationale ?</i> . . . . .	363
CJCE, 27 février 1997, <i>Van Den Boogaard</i> , aff. C-220/95. . . . .	365
2. – L'évaluation de la prestation compensatoire . . . . .	367
(82) <i>Question : pour calculer la prestation compensatoire, peut-on prendre en compte les revenus du concubin du débiteur ou du créancier ?</i> . . . . .	369
Civ. 1 <sup>re</sup> , 25 avril 2006, n° 05-15.706. . . . .	370
3. – La forme de la prestation compensatoire . . . . .	372
(83) <i>Question : à quelles conditions la prestation compensatoire peut-elle prendre la forme d'un transfert forcé d'un droit ?</i> . . . . .	373
CEDH, 10 juillet 2014, <i>Milhau c. France</i> , req. n° 4944/11 . . . . .	375
4. – Le devenir de la prestation compensatoire . . . . .	378
(84) <i>Question : en cas de décès du débiteur de la prestation compensatoire, à quelles conditions son nouveau conjoint peut-il en demander la révision ?</i> . . . . .	381
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 novembre 2015, n° 14-20.383. . . . .	383
B. – Le traitement contentieux de la prestation compensatoire . . . . .	385
1. – Le juge compétent en matière de prestation compensatoire . . . . .	385

(85) Question : quels effets pour des clauses de choix des époux en faveur d'une loi et d'un for étrangers permettant une renonciation à tout effet pécuniaire du divorce ? . . . . .	387
TGI Paris, 18 mars 2013, n° 13/33889 . . . . .	388
2. – La loi applicable à la prestation compensatoire . . . . .	391
(86) Question : les époux peuvent-ils renoncer à l'avance à la prestation compensatoire en matière internationale ? . .	393
Civ. 1 <sup>re</sup> , 8 juillet 2015, n° 14-17.880. . . . .	395
3. – Le recouvrement de la prestation compensatoire . . . . .	397
(87) Question : à quelles conditions l'ancien époux, débiteur d'aliments, peut-il faire échec à l'exécution en France d'une décision provenant d'un État membre de l'Union et mettant à sa charge le versement d'une prestation compensatoire ? . . . . .	399
Civ. 1 <sup>re</sup> , 25 mai 2016, n° 15-21.407 . . . . .	401
§ 2. – Les autres rapports pécuniaires des époux . . . . .	404
A. – Les dommages-intérêts . . . . .	405
(88) Question : dans quelle mesure la possibilité pour les époux de demander des dommages-intérêts peut-elle fragiliser la séparation légale entre les causes et les effets du divorce ? . . . . .	406
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 mars 2013, n° 12-12. 338 . . . . .	408
(89) Question : La ou les loi(s) applicable(s) aux dommages-intérêts dans le cadre d'une procédure internationale de divorce ? . . . . .	410
Civ. 1 <sup>re</sup> , 1 <sup>er</sup> décembre 2010, n° 09-14.983. . . . .	411
B. – La liquidation du régime matrimonial . . . . .	413
1. – Les questions de fond relatives à la liquidation du régime matrimonial . . . . .	415
(90) Question : l'indemnité d'occupation du logement peut-elle fonder l'absence de contribution à l'obligation d'entretien ? .	416
Civ. 1 <sup>re</sup> , 10 juillet 2013, n° 12-21.097. . . . .	418
(91) Question : le non-respect, lors de la liquidation du régime matrimonial, du choix de loi effectué par les époux dans leur contrat de mariage est-il contraire à l'ordre public international ? . . . . .	420
TGI Paris, 26 novembre 2008 ( <i>Rev. crit. DIP</i> , 2009, p. 310)	421
2. – Les questions de procédure relatives à la liquidation du régime matrimonial . . . . .	423
(92) Question : en cas de désaccord des époux, quel juge pour la liquidation du régime matrimonial ? . . . . .	423
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2015, n° 13-50.049 . . . . .	426

### TITRE III

#### Le couple non marié

CHAPITRE I. – LE PARTENARIAT . . . . .	431
Section 1. – <i>La formation du partenariat</i> . . . . .	432
§ 1. – Les conditions de formation du partenariat . . . . .	432
A. – Le droit au partenariat . . . . .	432
(93) <i>Question : existe-t-il un droit au partenariat garanti</i> <i>par la Conv. EDH ?</i> . . . . .	432
CEDH, 21 juillet 2015, <i>Oliari and others v. Italy</i> , req. n° 18766/11 et n° 36030/11. . . . .	433
B. – Les conditions de fond . . . . .	436
1. – Le consentement au partenariat . . . . .	437
(94) <i>Question : qu'est-ce qu'un consentement à Pacs ?</i> . . . . .	437
Civ. 1 <sup>re</sup> , 8 mars 2017, n° 16-18.685. . . . .	439
2. – Les empêchements à partenariat . . . . .	441
(95) <i>Question : un partenariat valablement conclu</i> <i>à l'étranger entre un parent et son enfant peut-il être</i> <i>reconnu en France ?</i> . . . . .	442
TGI Bobigny, 8 juin 2010, n° 09/03968 . . . . .	443
3. – La loi applicable aux conditions de fond d'un partenariat . . . . .	444
(96) <i>Question : un ressortissant étranger peut-il conclure</i> <i>un Pacs alors que sa loi nationale interdit ce type d'union</i> <i>civile ?</i> . . . . .	444
CE, 18 décembre 2007, n° 310837 . . . . .	446
C. – Les conditions de forme . . . . .	448
(97) <i>Question : l'inscription du Pacs à l'état civil porte-t-elle</i> <i>une atteinte excessive à la vie privée des partenaires ?</i> . . . . .	450
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 avril 2015, n° 14-14.146. . . . .	451
§ 2. – Les sanctions des conditions de formation du partenariat . . . . .	453
(98) <i>Question : comment fonder la compétence du juge français</i> <i>pour connaître de la nullité d'un Pacs entre partenaires</i> <i>étrangers ?</i> . . . . .	454
Civ. 1 <sup>re</sup> , 13 novembre 1981, n° 79-10693 . . . . .	456
Section 2. – <i>Les effets du partenariat</i> . . . . .	457
§ 1. – Le régime impératif du partenariat . . . . .	458
A. – Les effets personnels. . . . .	459
1. – L'assistance réciproque . . . . .	460
(99) <i>Question : quelle portée juridique pour l'obligation</i> <i>d'assistance entre partenaires ?</i> . . . . .	460
CA Montpellier, 4 janvier 2011, n° 10/00781 . . . . .	461

2. – La fidélité ou la loyauté . . . . .	464
(100) Question : le Pacs implique-t-il une obligation de fidélité ? . . . . .	464
TGI Lille, ord. 5 juin 2002, n° 000854 . . . . .	465
(101) Question : l'obligation du partenaire de témoigner sous serment contre son partenaire porte-t-elle atteinte à certains droits garantis par la Conv. EDH (art. 8 et 14) ? . . . . .	466
CEDH, 3 avril 2012, <i>Van Der Heijden c. Pays-Bas</i> , req. n° 42857/05 . . . . .	468
B. – Les effets patrimoniaux . . . . .	470
1. – L'aide matérielle . . . . .	472
(102) Question : le financement du logement du couple de partenaires entre-t-il dans l'aide matérielle ? . . . . .	473
Civ. 1 <sup>re</sup> , 18 décembre 2013, n° 12-17.420 . . . . .	473
(103) Question : un partenaire peut-il contraindre l'autre à exécuter son obligation d'aide matérielle ? . . . . .	475
CA Douai, 27 février 2003, n° 02/5614 . . . . .	476
2. – La solidarité ménagère . . . . .	478
(104) Question : que faut-il entendre par dette contractée pour les besoins de la vie courante entre partenaires ? . . . . .	478
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 juillet 2006, n° 03-13.936 . . . . .	480
3. – Les droits sociaux . . . . .	482
(105) Question : la loi française peut-elle réserver certains avantages sociaux aux seuls couples mariés, à l'exclusion des partenaires, sans porter atteinte au principe d'égalité de traitement ? . . . . .	482
Civ. 2 <sup>e</sup> , 23 janvier 2014, n° 13-11.362 . . . . .	484
§ 2. – Les effets conventionnels du partenariat . . . . .	486
(106) Question : les partenaires peuvent-ils adopter un régime autre que celui visé aux articles 515-5-1 et suivants du Code civil ? . . . . .	487
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 janvier 2006, n° 02-18.794 . . . . .	488
(107) Question : les partenaires peuvent-ils choisir la loi applicable à leur convention de Pacs s'agissant du régime des biens ? . . . . .	490
Extraits du règlement (UE) n° 2016/1104 . . . . .	492
§ 3. – La condition des étrangers . . . . .	494
(108) Question : la conclusion d'un partenariat avec un Français permet-elle au partenaire étranger d'obtenir un titre de séjour en France ? . . . . .	494
CAA Marseille, 29 novembre 2010, n° 09MA00678 . . . . .	495

Section 3. – <i>La dissolution du partenariat</i> . . . . .	498
§ 1. – Les conditions de la dissolution . . . . .	498
(109) <i>Question : le juge français peut-il connaître d'une action en dissolution d'un partenariat étranger ?</i> . . . . .	499
Loi néerlandaise du 6 juillet 2004 portant règlement des conflits de lois en matière de partenariat enregistré . . . . .	501
§ 2. – Les effets de la dissolution . . . . .	502
A. – Les effets entre vifs . . . . .	502
(110) <i>Question : peut-on prévoir le versement d'une prestation compensatoire en cas de rupture du Pacs ?</i> . . . . .	503
Civ. 1 <sup>re</sup> , 20 juin 2006, n° 05-17.475 . . . . .	505
B. – Les effets à cause de mort . . . . .	507
(111) <i>Question : quels sont les droits successoraux du partenaire pacsé survivant ?</i> . . . . .	508
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2015, n° 14-20.587 . . . . .	509
(112) <i>Question : quels effets fiscaux successoraux un partenariat valablement conclu à l'étranger peut-il produire en France ?</i> . . . . .	510
TGI Bobigny, 8 juin 2010, n° 09/03968 . . . . .	511
CHAPITRE 2. – LE CONCUBINAGE . . . . .	515
Section 1. – <i>La notion de concubinage</i> . . . . .	515
§ 1. – Les éléments constitutifs du concubinage . . . . .	516
A. – La communauté de vie . . . . .	517
1. – Cohabiter de manière stable et continue . . . . .	517
(113) <i>Question : faut-il vivre ensemble pour être concubins ?</i> . . . . .	517
Crim., 5 octobre 2010, n° 10-81.743 . . . . .	519
2. – Vivre en couple . . . . .	521
(114) <i>Question : faut-il « coucher ensemble » pour être concubins ?</i> . . . . .	521
CEDH, 29 avril 2008, <i>Burden c. Royaume-Uni</i> , req. n° 13378/05 . . . . .	522
B. – La différence de sexe . . . . .	526
(115) <i>Question : l'exclusion des couples de même sexe de la notion de concubinage par certains droits étrangers est-elle compatible avec le principe de non-discrimination en raison de l'orientation sexuelle ?</i> . . . . .	526
CEDH, 24 juillet 2003, <i>Karner c. Autriche</i> , req. n° 40016/98 . . . . .	527
C. – L'analogie avec le « partenariat non matrimonial » du droit de l'Union européenne . . . . .	529

	<i>(116) Question : le concubinage de droit français pourrait-il être considéré comme un « partenariat non matrimonial » en droit de la fonction publique de l'Union européenne ? . . .</i>	529
	TPICE, 5 octobre 2009, <i>Commission c. A. P. Roodhuijzen</i> , T-58/08P . . . . .	530
§ 2. – La preuve du concubinage. . . . .		533
	<i>(117) Question : la preuve de la cohabitation matérielle suffit-elle à prouver le concubinage ? . . . . .</i>	533
	CE, 20 mai 2016, req. n° 385505 . . . . .	535
§ 3. – La loi applicable au concubinage . . . . .		537
	<i>(118) Question : le concubinage fait-il partie du statut personnel en droit international privé ? . . . . .</i>	537
	CA Aix-en-Provence, 26 septembre 1997, JurisData n° 1997-048292 . . . . .	539
Section 2. – <i>Les effets du concubinage</i> . . . . .		540
§ 1. – Les effets personnels du concubinage . . . . .		541
	<i>(119) Question : la différence de traitement en matière d'assistance médicale à la procréation entre concubins homosexuels et hétérosexuels constitue-t-elle une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ? . . . . .</i>	543
	CEDH, 15 mars 2012, <i>Gas et Dubois c. France</i> , req. n° 25951/07 . . . . .	545
§ 2. – Les effets patrimoniaux du concubinage . . . . .		547
A. – Les effets patrimoniaux entre les concubins . . . . .		548
	<i>(120) Question : les concubins sont-ils obligés de contribuer aux charges de la vie commune ? . . . . .</i>	548
	Civ. 1 <sup>re</sup> , 24 septembre 2008, n° 06-11.294 . . . . .	550
	<i>(121) Question : à qui appartiennent les biens acquis au cours du concubinage ? . . . . .</i>	551
	Civ. 1 <sup>re</sup> , 24 octobre 2012, n° 11-16.431 . . . . .	554
B. – Les effets patrimoniaux à l'égard des tiers . . . . .		555
	<i>(122) Question : dans quels cas les concubins sont-ils solidairement tenus des dettes contractées par l'un d'eux ? . .</i>	555
	CE (avis), 9 juillet 2003, n° 255110 . . . . .	556
§ 3. – La condition des étrangers. . . . .		557
	<i>(123) Question : être le concubin d'un Français permet-il à un étranger de séjourner légalement sur le territoire français ? . . . . .</i>	558
	CE, 24 février 2006, n° 257927 . . . . .	559
	<i>(124) Question : le droit au regroupement familial peut-il exclure le concubin de même sexe ? . . . . .</i>	560
	CEDH, 23 février 2016, <i>Pajic c. Croatie</i> , req. n° 68453/13 . .	561



Section 3. – <i>La dissolution du concubinage</i> . . . . .	563
§ 1. – Les effets de la dissolution du concubinage entre vifs. . . . .	564
(125) <i>Question : celui qui met fin au concubinage engage-t-il sa responsabilité civile ?</i> . . . . .	565
Civ. 1 <sup>re</sup> , 3 janvier 2006, n° 04-11.016 . . . . .	565
(126) <i>Question : les concubins peuvent-ils organiser la compensation de la disparité que crée la rupture dans leurs niveaux de vie ?</i> . . . . .	567
Civ. 1 <sup>re</sup> , 23 mai 2006, n° 04-19.099 . . . . .	569
§ 2. – La dissolution du concubinage à cause de mort. . . . .	571
(127) <i>Question : quelle est la vocation successorale du concubin survivant ?</i> . . . . .	572
Civ. 1 <sup>re</sup> , 30 novembre 2004, n° 02-20.883. . . . .	572

## TITRE IV

### La filiation

CHAPITRE I. – LA FILIATION NON ADOPTIVE. . . . .	583
Section 1. – <i>L'établissement non contentieux de la filiation</i> . . . . .	586
§ 1. – La filiation établie en France . . . . .	587
A. – L'établissement de la filiation par l'effet de la loi . . . . .	589
1. – La filiation maternelle . . . . .	590
(128) <i>Question : quelle limite à l'établissement rétroactif de la filiation maternelle par l'indication du nom de la mère dans l'acte de naissance prévu par l'ordonnance du 4 juillet 2005 ?</i> . . . . .	591
Civ. 1 <sup>re</sup> , 15 décembre 2010, n° 09-16.968. . . . .	593
(129) <i>Question : la conception à l'étranger d'un enfant par le biais d'une insémination artificielle interdite en France fait-elle obstacle à l'établissement de sa filiation maternelle dans ce pays ?</i> . . . . .	596
TGI Nanterre, 8 juillet 2014, n° 13/14804 . . . . .	598
2. – La filiation paternelle. . . . .	600
(130) <i>Question : réserver la présomption de paternité aux hommes unis à une femme par les liens du mariage est-il constitutif d'une discrimination à l'égard des autres couples ?</i> . . . . .	602
CEDH, 7 mai 2013, <i>Boeckel and Gessner-Boeckel c. Germany</i> , req. n° 8017/11 . . . . .	603

(131) Question : l'établissement international de la filiation paternelle en application de la loi personnelle de la mère est-il contraire à l'égalité des sexes ? .....	605
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 mai 2011, n° 10-17663 .....	607
B. – L'établissement de la filiation par l'effet de la volonté. ....	610
1. – L'établissement de la filiation par reconnaissance dans l'ordre interne .....	610
(132) Question : la vérité biologique est-elle une condition exigée pour procéder à une reconnaissance ? .....	611
Civ. 1 <sup>re</sup> , 18 mai 2005, n° 02-16.336 .....	613
(133) Question : la vérité biologique est-elle une condition suffisante pour que la reconnaissance établisse la filiation ? .....	615
Civ. 1 <sup>re</sup> , 7 avril 2006, n° 05-11.285 .....	619
2. – L'établissement de la filiation par reconnaissance dans l'ordre international .....	621
(134) Question : quel est le raisonnement à mettre en œuvre par le juge français pour vérifier les conditions d'une reconnaissance dans l'ordre international ? .....	621
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 avril 2010, n° 09-14.335 .....	623
C. – L'établissement de la filiation par l'effet de la possession d'état .....	625
(135) Question : la possession d'état établit-elle une filiation de nature sociologique ou biologique ? .....	627
Civ. 1 <sup>re</sup> , 16 juin 2011, n° 08-20.475 .....	629
(136) Question : la possession d'état d'un enfant né à l'étranger d'une gestation pour autrui interdite en droit français peut-elle être établie en application du droit désigné par les règles françaises de conflit de lois ? .....	631
CEDH, 26 juin 2014, <i>Labassée c. France</i> , req. n° 65941/11 .....	633
§ 2. – La filiation établie à l'étranger .....	636
(137) Question : l'opposition du ministère public à la transcription d'un acte d'état civil étranger peut-elle faire échec au lien de filiation légalement établie à l'étranger ? .....	638
Ass. plén., 3 juillet 2015, n° 14-21.323 .....	642
Section 2. – <i>Le contentieux de la filiation</i> .....	644
§ 1. – Le régime des actions relatives à la filiation .....	646
A. – La compétence internationale .....	647
(138) Question : quelle compétence internationale du juge français en matière d'établissement contentieux ou de contestation de la filiation ? .....	647
CA Douai, 10 avril 2014, <i>X / Y</i> , n° 13/04268 .....	648

B. – Les règles de procédure . . . . .	650
1. – La prescription des actions relatives à la filiation . . . . .	650
(139) <i>Question : les délais encadrant les actions en contestation et en établissement de filiation sont-ils conformes au droit à la connaissance de ses origines (art. 8 Conv. EDH, tel qu'interprété par la Cour EDH) ?</i> . . . . .	652
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 juillet 2016, n° 15-19.853. . . . .	653
(140) <i>Question : une action relative à la filiation (établissement ou contestation) peut-elle être exercée devant le juge français alors que la loi étrangère ne prévoit aucun délai de prescription ?</i> . . . . .	656
Civ. 1 <sup>re</sup> , 7 octobre 2015, n° 14-14.702. . . . .	659
2. – La preuve de la filiation . . . . .	661
(141) <i>Question : le régime français de l'expertise biologique est-il conforme au droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 Conv. EDH) ?</i> . . . . .	664
CEDH, 13 juillet 2006, <i>Jäggi c. Suisse</i> , req. n° 58757/00. . . . .	666
C. – Les conflits de filiation . . . . .	669
(142) <i>Question : comment résoudre un conflit de filiation en présence d'une reconnaissance demeurée secrète ?</i> . . . . .	671
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 février 1982, n° 81-10.298 . . . . .	672
§ 2. – L'objet des actions relatives à la filiation . . . . .	674
A. – Les actions aux fins d'établissement de la filiation . . . . .	675
1. – Action en recherche de maternité . . . . .	678
(143) <i>Question : le droit de la femme d'accoucher sous X peut-il empêcher l'établissement forcé de la filiation maternelle ?</i> . . . . .	678
Cons. const., 16 mai 2012, décision n° 2012-248 QPC. . . . .	681
2. – Action en recherche de paternité . . . . .	683
(144) <i>Question : l'exclusion des hommes de l'accouchement sous X constitue-t-elle une discrimination fondée sur le sexe ?</i> . . . . .	684
CEDH, 22 mars 2012, <i>Konstantin Markin c. Russie</i> , req. n° 30078/06 . . . . .	685
(145) <i>Question : une loi étrangère interdisant l'établissement contentieux de la filiation paternelle est-elle contraire à l'ordre public international ?</i> . . . . .	688
Civ. 1 <sup>re</sup> , 26 octobre 2011, n° 09-71.369. . . . .	689
B. – Les actions aux fins de contestation de la filiation . . . . .	692
(146) <i>Question : quelles conditions doit remplir une action internationale en contestation de paternité ?</i> . . . . .	695
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 juillet 1999, n° 97-19453 . . . . .	696

CHAPITRE 2. – LA FILLIATION ADOPTIVE . . . . .	699
Section 1. – <i>Le droit commun de l'adoption</i> . . . . .	700
§ 1. – Les conditions de l'adoption . . . . .	702
A. – Les personnes concernées. . . . .	702
1. – Les adoptants . . . . .	702
(147) <i>Question : dans quelle hypothèse, grâce à la présence d'un élément d'extranéité, les membres d'un couple non marié peuvent-ils devenir parents adoptifs en France malgré l'interdiction posée par la loi française ?</i> . . . . .	703
CA Versailles, 20 mars 2014, n° 13/03655 . . . . .	706
(148) <i>Question : le juge français peut-il prononcer une adoption internationale alors que la loi nationale du ou des adoptants s'y oppose ?</i> . . . . .	708
CEDH, 22 janvier 2008, <i>EB c. France</i> , req. n° 43546/02 . . . . .	711
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2015, n° 13-50.059 . . . . .	712
2. – Les adoptés . . . . .	714
(149) <i>Question : le juge français peut-il prononcer une adoption internationale malgré le statut prohibitif de l'enfant adopté ?</i> . . . . .	715
Civ. 1 <sup>re</sup> , 15 décembre 2010, n° 09-10439 . . . . .	716
(150) <i>Question : la conception à l'étranger d'un enfant par le biais d'une insémination artificielle ou d'une GPA interdite en France fait-elle obstacle à son adoption ?</i> . . . . .	719
CA Versailles, 16 avril 2015, n <sup>os</sup> 14/05360 et 14/07327 . . . . .	721
B. – Le consentement à l'adoption . . . . .	724
1. – L'existence du consentement . . . . .	727
(151) <i>Question : quel consentement à l'adoption pour les personnes – parent d'origine, adoptant ou enfant adopté – dans l'impossibilité de manifester leur volonté ?</i> . . . . .	728
CEDH, 21 juin 2011, <i>Krušković c. Croatie</i> , req. n° 46185/08 . . . . .	731
(152) <i>Question : comment s'apprécie le consentement à l'adoption internationale donné par les représentants légaux de l'enfant ?</i> . . . . .	733
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 mars 2011, n° 09-72.371 . . . . .	736
(153) <i>Question : l'accueil préalable de l'enfant de moins de 2 ans par l'Aide sociale à l'enfance est-il requis dans le cadre d'une adoption internationale ?</i> . . . . .	738
CA Paris, 8 juin 2006, n° 05/10191 . . . . .	739

2. – Le refus de consentir à l'adoption . . . . .	741
(154) <i>Question : dans quelle mesure la famille d'accueil peut-elle contester un refus opposé par les parents d'origine ou le conseil de famille à sa demande d'adoption ?</i> . . . . .	741
CEDH, 27 avril 2010, <i>Moretti et Benedetti c. Italie</i> , req. n° 16318/07 . . . . .	743
§ 2. – Les effets de l'adoption . . . . .	745
(155) <i>Question : comment déterminer les effets en France d'une adoption prononcée à l'étranger : adoption simple ou plénière ?</i> . . . . .	747
Civ. 1 <sup>re</sup> , 30 septembre 2003, n° 01-02.629 . . . . .	749
Section 2. – <i>Les régimes spéciaux d'adoption</i> . . . . .	752
§ 1. – L'adoption plénière . . . . .	752
A. – Les conditions de l'adoption plénière . . . . .	752
(156) <i>Question : quelle adoption, et dans quel(s) délai(s), pour les enfants qui ne sont pas « sans famille » ?</i> . . . . .	753
Civ. 1 <sup>re</sup> , 1 <sup>er</sup> juin 2011, n° 10-20.554 et n° 01-19.028 . . . . .	756
B. – Les effets de l'adoption plénière . . . . .	759
1. – Adoption plénière prononcée en France . . . . .	759
(157) <i>Question : la possibilité pour les tiers d'avoir connaissance de l'origine adoptive de la filiation peut-elle porter atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale de l'adopté ?</i> . . . . .	760
CEDH, 20 janvier 2015, <i>Gözüm c. Turquie</i> , req. n° 4789/10 . . . . .	761
2. – Adoption plénière prononcée à l'étranger . . . . .	764
(158) <i>Question : quels effets en France pour l'adoption plénière d'un majeur ou d'un « grand » mineur prononcée à l'étranger ?</i> . . . . .	764
CA Rennes, 23 octobre 2012, n° 11/077771 . . . . .	765
C. – La révocation de l'adoption plénière . . . . .	768
(159) <i>Question : une adoption étrangère reconnue en France est-elle révocable ?</i> . . . . .	769
Civ. 1 <sup>re</sup> , 18 mai 2005, <i>Époux Bachère c. Ministère public</i> , n° 02-21075 . . . . .	770
§ 2. – L'adoption simple . . . . .	772
A. – Les conditions de l'adoption simple . . . . .	772
(160) <i>Question : les couples non mariés devraient-ils pouvoir adopter un enfant mineur en la forme simple ?</i> . . . . .	773
CEDH, 13 décembre 2007, <i>Emonet e. a. c. Suisse</i> , req. n° 39051/03 . . . . .	776

(161) Question : l'adoption simple peut-elle permettre à l'enfant d'avoir plus de trois parents ? . . . . .	779
Civ. 1 <sup>re</sup> , 12 janvier 2011, n° 09-16.527 . . . . .	780
B. – Les effets de l'adoption simple . . . . .	782
(162) Question : les conséquences fiscales de l'adoption simple sont-elles conformes aux droits garantis par la Conv. EDH ?	785
CEDH, 1 <sup>er</sup> février 2000, <i>Mazurek c. France</i> , req. n° 34406/97 . . . . .	788
C. – La révocation de l'adoption simple . . . . .	789
(163) Question : la révocation de l'adoption simple peut-elle conduire à exhériter l'adopté simple ? . . . . .	792
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 juillet 2014, n° 13-19.013. . . . .	794

## TITRE V

### L'enfant

CHAPITRE I. – LA PERSONNE DE L'ENFANT . . . . .	803
Section 1. – <i>Le contenu de l'autorité parentale quant à la personne de l'enfant</i> . . . . .	807
§ 1. – Les droits des parents fondés sur l'autorité parentale . . . . .	809
A. – L'éducation . . . . .	811
(164) Question : l'éducation donnée à l'enfant est-elle un droit ou un pouvoir pour les parents ? . . . . .	812
Civ. 1 <sup>re</sup> , 27 février 2007, n° 06-14.273 . . . . .	813
B. – La surveillance . . . . .	817
(165) Question : tous les tiers peuvent-ils entretenir des relations avec l'enfant, y compris le père biologique présumé ? . . . . .	818
CEDH, 15 septembre 2011, <i>Schneider c. Allemagne</i> , req. n° 17080/07 . . . . .	820
C. – Les droits sociaux . . . . .	823
(166) Question : la qualification d'enfant à charge aux fins de percevoir les prestations familiales est-elle conditionnée à l'exercice de l'autorité parentale en droit français et de l'Union européenne ? . . . . .	825
CJUE, 15 décembre 2016, <i>Noémie Depesme e.a.</i> , aff. jtes C-401/15 à C-403/15 . . . . .	827
D. – La condition des étrangers . . . . .	829
(167) Question : dans quelles circonstances un ressortissant d'État tiers exerçant l'autorité parentale peut-il se voir attribuer un droit de séjour dans l'Union grâce à la citoyenneté européenne de son enfant ? . . . . .	831
CJUE, 13 septembre 2016, <i>Rendón Marín</i> , aff. C-165/14 . . . . .	833

§ 2. – Les devoirs des parents fondés sur l'autorité parentale . . . . .	837
A. – Le devoir de protéger l'enfant . . . . .	840
(168) <i>Question : la pauvreté des parents met-elle en danger l'enfant ?</i> . . . . .	843
CEDH, 16 février 2016, <i>Soares de Melo c. Portugal</i> , req. n° 72850/14 . . . . .	843
B. – Le devoir d'entretenir l'enfant . . . . .	847
1. – Les conditions du devoir d'entretien . . . . .	849
a. – Les besoins de l'enfant . . . . .	849
(169) <i>Question : quand le mineur est-il tenu de s'auto-entretenir ?</i> . . . . .	850
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 janvier 2008, n° 05-21.000 . . . . .	851
b. – Les ressources des parents . . . . .	854
(170) <i>Question : quelles ressources doivent être prises en compte pour fixer le montant de la contribution des parents à l'entretien de leur enfant ?</i> . . . . .	854
Civ. 1 <sup>re</sup> , 21 octobre 2015, n° 14-25.132. . . . .	856
(171) <i>Question : quelle place pour les tables de référence pour fixer la contribution des parents à leur obligation d'entretien ?</i> . . . . .	858
Civ. 1 <sup>re</sup> , 23 octobre 2013, n° 12-25.301. . . . .	859
c. – La durée de l'obligation d'entretien . . . . .	861
(172) <i>Question : l'enfant doit-il être entretenu par ses parents jusqu'à ce qu'il se soit établi dans la vie ?</i> . . . . .	861
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 février 2011, n° 09-71.102 . . . . .	862
2. – L'exécution du devoir d'entretien . . . . .	863
(173) <i>Question : qui est créancier du devoir d'entretien en matière internationale : le parent qui fait la demande ou l'enfant lui-même ?</i> . . . . .	867
Civ. 1 <sup>re</sup> , 10 octobre 2012, n° 10-27.745. . . . .	869
Section 2. – <i>L'exercice de l'autorité parentale.</i> . . . . .	871
§ 1. – Les conditions d'exercice de l'autorité parentale . . . . .	872
A. – L'exercice de l'autorité parentale par les parents . . . . .	873
1. – Les règles organisant l'exercice de l'autorité parentale par les parents . . . . .	873
a. – L'exercice conjoint de l'autorité parentale . . . . .	874
(174) <i>Question : quelle portée internationale pour le principe d'égalité des parents dans l'exercice de l'autorité parentale ?</i> . . . . .	875
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 novembre 2010, n° 09-15.302. . . . .	876
b. – La résolution des conflits parentaux . . . . .	878

(175) Question : les conflits parentaux relatifs à l'exercice de l'autorité parentale peuvent-ils être résolus par le juge sans porter atteinte à la libre appréciation des parents dans l'éducation de leurs enfants ? . . . . .	879
Civ. 1 <sup>re</sup> , 23 septembre 2015, n° 14-23.724 . . . . .	881
2. – Les règles relatives à la résidence de l'enfant . . . . .	882
(176) Question : les règles relatives à la résidence de l'enfant en cas de séparation des parents respectent-elles le principe d'égalité entre les hommes (pères) et les femmes (mères) ? . . . . .	883
CA Metz, 10 novembre 2015, nos 15/00679 et 15/02768 . . . . .	885
(177) Question : l'autorité parentale peut-elle s'exercer par internet et ainsi minimiser l'importance du critère de la résidence de l'enfant chez l'un des parents ? . . . . .	887
High Court of Justice Family Division, 5 February 2015, n° Re R (A Child- Relocation) [2005] EWHC 456 . . . . .	889
B. – L'exercice de l'autorité parentale par des tiers . . . . .	892
1. – La délégation d'autorité parentale . . . . .	893
(178) Question : la délégation-partage de l'autorité parentale permet-elle de conférer un statut au parent social ? . . . . .	896
CA Caen, 10 mars 2016, n° 15/01208 . . . . .	898
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 janvier 2017, n° 15-28.230 . . . . .	898
(179) Question : le juge français peut-il mettre fin à une mesure de protection adoptée à l'étranger (l'exemple d'une kafala algérienne) ? . . . . .	901
CA Limoges, 25 janvier 2011, n° 08/01139 . . . . .	903
2. – La désignation d'un administrateur <i>ad hoc</i> . . . . .	905
(180) Question : l'enfant a-t-il le droit de s'autoéduquer lorsqu'un administrateur <i>ad hoc</i> est nommé en raison d'une opposition d'intérêts avec ses parents ? . . . . .	905
Civ. 1 <sup>re</sup> , 24 octobre 2012, n° 11-22.202 . . . . .	907
C. – La loi applicable à l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	908
(181) Question : quelle est la loi applicable à l'exercice de l'autorité parentale en cas de séparation des parents ? . . . . .	909
Civ. 1 <sup>re</sup> , 27 avril 2004, n° 02-14.082 . . . . .	911
(182) Question : loi applicable et juge internationalement saisi des modalités d'exercice de l'autorité parentale : quelle convergence ? . . . . .	913
CA Lyon, 27 février 2012, n° 10/05059 . . . . .	914
§ 2. – Les modalités procédurales de l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	917
A. – Le juge internationalement compétent . . . . .	917



1. – Le domaine matériel du règlement (CE) n° 2201/2003	
« Bruxelles IIbis » . . . . .	919
(183) <i>Question : le domaine matériel du règlement</i>	
« Bruxelles IIbis » s'étend-il aux décisions et aux mesures	
qui supposent l'intervention d'une autorité de droit public ? . .	920
CJUE, 21 octobre 2015, <i>Vasilka Ivanova Gogova c. Ilia</i>	
<i>Dimitrov Iliev</i> , aff. C-215/15 . . . . .	921
2. – Les principaux chefs de compétence . . . . .	924
(184) <i>Question : comment le juge du divorce apprécie-t-il</i>	
<i>sa compétence en matière de responsabilité parentale</i>	
<i>au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant ? . . . . .</i>	928
CA Reims, 29 octobre 2010, n° 09/02470. . . . .	929
(185) <i>Question : quand le juge compétent pour connaître</i>	
<i>de l'exercice de la responsabilité parentale peut-il renvoyer</i>	
<i>l'affaire devant un juge étranger mieux placé ? . . . . .</i>	931
CA Reims, 28 juillet 2009, n° 08/02924. . . . .	933
B. – La reconnaissance des décisions étrangères . . . . .	935
(186) <i>Question : quel motif d'ordre public international</i>	
<i>est susceptible de faire échec à la reconnaissance</i>	
<i>d'une décision en matière de responsabilité parentale ? . . . .</i>	937
CJUE, 19 novembre 2015, <i>P. c. Q.</i> , aff. C-455/15 PPU . . . .	939
Section 3. – <i>Le déplacement illicite de l'enfant . . . . .</i>	942
§ 1. – La qualification d'un déplacement illicite . . . . .	944
(187) <i>Question : comment identifier la résidence habituelle</i>	
<i>d'un enfant aux fins de qualification d'un déplacement</i>	
<i>ou d'un non-retour illicite ? . . . . .</i>	945
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 mars 2015, n° 14-19.015. . . . .	946
(188) <i>Question : dans quelles conditions un déplacement</i>	
<i>d'enfant peut-il être qualifié d'illicite ? . . . . .</i>	949
Civ. 1 <sup>re</sup> , 24 juin 2015, n° 14-14.909 . . . . .	951
(189) <i>Question : en cas d'enlèvements successifs, quel est le droit</i>	
<i>applicable à la garde de l'enfant ? . . . . .</i>	953
Civ. 1 <sup>re</sup> , 13 mai 2015, n° 14-24.511 . . . . .	954
§ 2. – Le régime de la lutte contre le déplacement illicite. . . . .	956
A. – Le principe du retour immédiat de l'enfant. . . . .	957
(190) <i>Question : quelle articulation entre la compétence</i>	
<i>du juge d'origine et celle du juge du déplacement illicite ? . .</i>	958
Civ. 1 <sup>re</sup> , 4 mars 2015, n° 12-24.780. . . . .	959
B. – L'exception du non-retour . . . . .	962
(191) <i>Question : comment appréhender la notion de « danger »</i>	
<i>ou de « situation intolérable » qui puisse faire échec</i>	
<i>au retour de l'enfant déplacé ? . . . . .</i>	964
Civ. 1 <sup>re</sup> , 13 février 2013, n° 11-28.424 . . . . .	965

CHAPITRE 2. – LE PATRIMOINE DE L'ENFANT . . . . .	969
Section 1. – <i>La composition du patrimoine de l'enfant</i> . . . . .	971
§ 1. – Les biens de l'enfant . . . . .	971
A. – Les biens successoraux . . . . .	973
(192) <i>Question : un enfant qui a pris particulièrement soin de ses parents peut-il espérer une part successorale plus importante ?</i> . . . . .	975
Civ. 1 <sup>re</sup> , 3 novembre 2004, n° 01-15.176. . . . .	978
(193) <i>Question : comment s'apprécie la réserve héréditaire du droit français en présence d'une succession internationale ?</i> . . . . .	979
Civ. 1 <sup>re</sup> , 17 juin 2009, n° 07-21.718 . . . . .	982
B. – Les créances alimentaires . . . . .	985
1. – L'enfant créancier alimentaire . . . . .	987
a. – Les conditions de fond . . . . .	987
(194) <i>Question : l'accès à internet est-il un « besoin nécessaire à la vie » pour l'enfant dans le cadre alimentaire ?</i> . . . . .	989
Cons. Const., 10 juin 2009, décision n° 2009-580 DC . . . . .	991
b. – Les conditions procédurales . . . . .	992
(195) <i>Question : comment s'apprécie le rattachement à la résidence habituelle de l'enfant créancier d'aliments pour déterminer le juge internationalement compétent ?</i> . . . . .	995
2. – L'enfant créancier de subsides . . . . .	996
(196) <i>Question : l'action à fin de subsides fait-elle partie des obligations alimentaires découlant de « relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance » au sens du droit international privé ?</i> . . . . .	998
CA Paris, 6 décembre 2001, JurisData n° 2000/18256 . . . . .	999
§ 2. – Les dettes de l'enfant . . . . .	1001
A. – Les dettes successorales . . . . .	1004
(197) <i>Question : la piété filiale oblige-t-elle un enfant dont le père est décédé avant sa naissance à payer les frais funéraires de ce dernier ?</i> . . . . .	1005
Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 janvier 2009, n° 07-14.272 . . . . .	1006
B. – Les dettes alimentaires . . . . .	1007
1. – L'obligation de l'enfant à la dette alimentaire . . . . .	1007
(198) <i>Question : l'absence d'affection de la part du créancier d'aliments à l'égard de son enfant débiteur peut-elle consister en un manquement grave à ses obligations et permettre à l'enfant d'en être déchargé ?</i> . . . . .	1008
CA Paris, 24 octobre 2013, n° 12/22212 . . . . .	1010
CA Lyon, 31 août 2009, n° 08/05380 . . . . .	1011

(199) Question : sous quelles conditions l'enfant pourrait-il être débiteur d'aliments à l'égard de son beau-parent ? . . . .	1012
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 avril 2010, n° 09-12.456 . . . . .	1014
2. – La contribution de l'enfant à la dette alimentaire . . . . .	1016
(200) Question : l'exercice de l'action de in rem verso par un tiers à l'encontre de l'enfant débiteur d'aliments conduit-il à modifier le régime de l'obligation alimentaire ? . . . . .	1018
Civ. 1 <sup>re</sup> , 14 novembre 2007, n° 06-21.697 . . . . .	1020
Section 2. – La gestion du patrimoine de l'enfant . . . . .	1021
§ 1. – La gestion du patrimoine de l'enfant par ses parents . . . . .	1024
A. – L'administration légale . . . . .	1024
(201) Question : les règles de l'administration légale permettent-elles d'identifier avec suffisamment de précisions les biens du mineur ? . . . . .	1027
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 janvier 2010, n° 08-20.055 . . . . .	1029
(202) Question : quelle association du mineur aux décisions patrimoniales le concernant ? . . . . .	1031
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 octobre 2010, n° 09-67.827 . . . . .	1032
B. – La jouissance légale . . . . .	1034
(203) Question : peut-on encore admettre le droit de jouissance légale ? . . . . .	1035
Civ. 1 <sup>re</sup> , 9 juillet 2008 n° 07-16.389 . . . . .	1037
§ 2. – La gestion du patrimoine de l'enfant par des tiers . . . . .	1039
A. – La tutelle des mineurs . . . . .	1041
(204) Question : l'enfant peut-il faire l'objet d'une tutelle en France quand sa famille vit dans un pays qui ne connaît pas cette mesure de protection ? . . . . .	1042
Civ. 1 <sup>re</sup> , 6 février 2001, n° 98-21.598 . . . . .	1044
B. – Les administrateurs . . . . .	1046
(205) Question : quel contrôle judiciaire pour la clause de désignation d'un administrateur pour les biens donnés ou légués à l'enfant, excluant le parent ? . . . . .	1047
Civ. 1 <sup>re</sup> , 10 juin 2015, nos 14-18.856 et 14-20.146 . . . . .	1049
(206) Question : la nomination d'un tuteur ad hoc pour conclure le partage successoral pour le compte des héritiers mineurs et le contrôle de l'exercice de ses pouvoirs relèvent-t-ils de la responsabilité parentale au sens du règlement « Bruxelles IIbis » ? . . . . .	1052
CJUE, 6 octobre 2015, <i>Maria Matoukova</i> , aff. C-404/14 . . . . .	1053
<i>Bibliographie</i> . . . . .	1057
<i>Index jurisprudentiel</i> . . . . .	1059
<i>Index thématique</i> . . . . .	1091
<i>Table des matières</i> . . . . .	1119